

Énergies vertes. Face aux grands trois PME fourbissent leurs armes

● En constituant un Groupement d'intérêt économique (GIE) - une première en Bretagne dans le secteur - trois PME des énergies renouvelables veulent aussi leur part du gâteau. Elles visent les projets de centrales au sol d'envergure. Sur leur chemin : les grands groupes nationaux.

Pascal Martin ne s'en cache pas. Quand il apprend que la Région Bretagne s'apprête à lancer une société d'investissements avec pour partenaires des grands groupes de l'énergie, son sang ne fait qu'un tour. Comme tous les patrons de PME des énergies renouvelables, le dirigeant d'Armorgreen, à La Mézière, vient tout juste de digérer le moratoire imposé par le gouvernement sur l'achat d'électricité. Moratoire qui n'eut l'effet que d'un "guili-guili" sur le pied des EDF ENR et autres GDF Suez, tandis qu'il mit sérieusement en péril les plus "petits". Alors dans ce contexte, savoir que ces mêmes grands s'apprêtent à rejoindre une société régionale d'investissements (EILAN), dont l'objectif initial est de financer des projets d'envergure (lire plus bas), c'est la goutte qui fait déborder le récipient d'eau.

Peser face aux grands

Ni une ni deux. Fort de la création en fin d'année du collectif SOLOuest, à l'initiative de six PME, Pascal Martin contacte deux de ses concurrents : IEL à Saint-Brieuc et Quenea à Carhaix Plouguer. Objectif : trouver un terrain d'entente pour peser face aux plus grands. Un vrai défi. Car ces trois PME, de tailles relativement comparables, sont bel et bien concurrentes sur le marché des énergies vertes. Mais elles ont aussi un point commun. La faiblesse de leurs fonds propres, inhérente à leur dimension, ne leur permet pas de répondre à certains appels d'offres. Les plus gros. « Notre constat est simple, explique Pascal Martin. Le marché de l'énergie se partage en trois : une Ligue 1, avec les nationaux,

une Ligue 2, avec des groupes comme Poweo, et la CFA2, avec nous. Dans ce contexte, on bataille chacun de notre côté, et on s'use à dépenser beaucoup de temps dans des projets. On s'est donc dit qu'il fallait arrêter. L'idée, c'est de passer de la CFA2 à la L2 ! »

Quest Énergies Nouvelles

Et tout ceci est aujourd'hui en voie de concrétisation. Armorgreen, IEL et Quenea s'apprêtent à créer un GIE (Groupement d'intérêt économique). Le premier du genre dans le secteur. Son nom : Quest Énergies Nouvelles.

« L'objectif, c'est de mutualiser toutes nos ressources, nos développements et nos activités dans le développement de grands projets », décrit Pascal Martin. Dans leur viseur : des projets de territoire structurants, comme une centrale au sol de plusieurs hectares. « Car ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est le solaire



Loïc Picot, codirigeant du Briochin IEL, et Pascal Martin, d'Armorgreen (La Mézière). Associés au Finistérien Quenea, les deux jeunes patrons sont en passe de créer un GIE dans le domaine du solaire. Objectif : « Être en capacité de réponse sur des gros projets de centrales. »

a toute sa place dans la course enragée aux énergies vertes. Mais si cette démarche vise à peser dans les futurs appels d'offres, elle devrait être suivie par une seconde étape. « Ce GIE

privée. « En discutant avec la Région, on s'est rendu compte que notre véhicule apportera de la complémentarité à EILAN, conclut Pascal Martin. EILAN est peut-être plus dimensionné pour aller sur des gros tickets. » Dominique Ramard, conseiller régional de Bretagne et Monsieur Énergie auprès de Jean-Yves Le Drian, ne dit pas autre chose. « On est dans une logique de travail en commun plutôt que de confrontation. Notre but, c'est de développer le photovoltaïque. Il faut donc jouer breton tous ensemble. » Et l'initiative du trio a même fait bouger les lignes du côté des collectivités. « C'est vrai qu'au début, on était sur des projets plus importants, soit dans l'éolien terrestre soit dans la méthanisation. Mais vu l'évolution, on pourrait aussi aller vers le photovoltaïque, en privilégiant de grands bâtiments, comme des fermes », annonce Dominique Ramard.

Philippe Créhange

« Passer de la CFA2 à la Ligue 2 ! »

au sol », explique le patron d'Armorgreen. « Le but est d'être tous les trois ensemble en capacité de réponse sur de gros projets de centrales, où les concurrents sont des groupes nationaux. Des projets à plusieurs dizaines de millions d'euros », indique à son tour Loïc Picot, co-dirigeant d'IEL. « Cette dynamique est à mettre en perspective avec l'enjeu de l'énergie en région ». Et c'est vrai qu'avec le Pacte électrique breton, lancé par Jean-Yves Le Drian en lien avec l'État (lire ci-contre), on se dit qu'un GIE de PME bretonnes

s'accompagnera de la création d'un fonds d'investissement », poursuit Pascal Martin. Les trois PME y contribueront financièrement, « et on sollicitera la Caisse des dépôts au cours du deuxième semestre. » Les porteurs du projet espèrent ainsi rassembler 2M€ de fonds propres d'amorçage, leur permettant de faire levier ensuite. L'objectif : prendre des parts dans des centrales solaires. En investissement et en installation. Et EILAN dans tout ça ? La SAS régionale qui, finalement, est à l'origine de cette mobilisation

● PACTE ÉLECTRIQUE BRETON

Des opportunités à saisir pour les entreprises régionales



En créant un GIE, les sociétés bretonnes Armorgreen, IEL et Quenea sont plus qu'en phase avec la politique régionale en matière d'énergies renouvelables. Depuis quelques mois, État et Région peaufinent en effet le Pacte électrique breton. Signé en décembre, ce dernier repose sur trois piliers : maîtrise des consommations d'électricité, sécurisation de l'approvisionnement électrique et... développement des énergies renouvelables. Sur ce point, autant dire que des perspectives plus que juteuses sont à espérer du côté du GIE.

Pour la première année, la Bretagne va atteindre les 1.000 Mw d'énergies renouvelables. Grâce surtout à l'éolien terrestre, qui génère à lui seul 652 Mw. Or, l'objectif est de multiplier par quatre, d'ici à 2020, la puissance des énergies renouvelables installées, pour la porter à plus de 3.600 Mw. À fin 2012, c'est-à-dire demain, l'objectif est par exemple de 950 à 1.000 Mw installés en éolien terrestre. Et pour le photovoltaïque, qui intéresse plus particulièrement le GIE, 400 Mw sont inscrits à l'horizon 2020. À ce jour, ce mode d'énergie génère seulement 51 Mw avec, pourtant, déjà 10.000 installations photovoltaïques existantes.

« Les briques majeures du pacte électrique breton sont en train d'être posées », se félicite Michel Cadot, Préfet de la région Bretagne. « La logique du "Triskell électrique" se poursuit dans une dynamique réelle, s'enthousiasme à son tour Jean-Yves Le Drian. Les trois piliers avancent concomitamment, avec beaucoup de régularité et de fermeté de notre part », indique le président de Région.

« C'est une très bonne initiative »



Dominique Ramard, Conseiller régional, Délégué à l'Énergie

Que pensez-vous de cette initiative de GIE ?

En décembre dernier est venu le moratoire pour le photovoltaïque. Ces entreprises ont donc décidé de se constituer en GIE pour répondre aux incertitudes du secteur. C'est une très bonne initiative. Il vaut toujours mieux jouer collectif. Surtout quand je vois chez elles une philosophie commune.

Cette idée répond toutefois à un problème important : le manque de fonds propres des PME du secteur...

C'est effectivement le problème de fond chez les entreprises des énergies renouvelables. Aujourd'hui, les investisseurs sont réticents. Et on peut le comprendre si on prend le photovoltaïque. La réglementation bouge tellement...

Où en est EILAN, la société d'investissement créée sous l'impulsion de la Région (nos éditions précédentes) ?

La SAS n'est pas encore constituée. Mais elle sera lancée avant la fin du mois de juin. La Région et la Caisse des dépôts apporteront chacune 2M€. Des banques régionales, comme le Crédit Mutuel, et des opérateurs de l'énergie, apporteront 4M€.

● EN SAVOIR PLUS

ARMORGREEN

La Mézière
20 M€ de CA, 50 salariés
www.armorgreen.fr

IEL

Saint-Brieuc
12,5 M€ de CA, 30 salariés
www.iel-energie.com

QUENEA

Carhaix-Plouguer
www.quenea.com

SOLOUEST

Collectif créé par six PME en décembre dernier, représentant 100 M€ de chiffre d'affaires et 300 salariés.
solouest@gmail.com